

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur 

AUBERT & DUVAL usine des Ancizes Atelier Forge Titane

RD 62
Lieu-dit La Croix Biolet
63780 Saint-Georges-De-Mons

Références : 20260507-RAP-63-0378-Insp29042026-A&D-AtelierForgeTitane
Code AIOT : 0005602228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement AUBERT & DUVAL usine des Ancizes Atelier Forge Titane implanté RD 62 Lieu-dit La Croix Biolet 63780 Saint-Georges-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 10/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT & DUVAL usine des Ancizes Atelier Forge Titane
- RD 62 Lieu-dit La Croix Biolet 63780 Saint-Georges-de-Mons
- Code AIOT : 0005602228
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site UKAD de Saint Georges de Mons met en forme des barres, billettes de titane de différentes dimensions à partir de lingots de titane. Ces pièces de titane sont exclusivement destinées à l'industrie aéronautique. La mise en forme est effectuée par forgeage à chaud à l'aide d'une presse de 6 000 tonnes à cadence rapide.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 7.3.4	Sans objet
2	Zones à atmosphère explosible	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 7.3.5	Sans objet
3	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 7.3.6	Sans objet
4	Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 5.1.3	Sans objet
5	Traçabilité des déchets - registre chronologique	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Sans objet
6	Traçabilité des déchets - contenu registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
7	Traçabilité des déchets - BSD	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats n'amènent aucune non-conformité sur les thématiques contrôlées par l'inspection des installations classées.

Toutefois, deux observations sont indiquées afin d'améliorer la prise en charge des sujets abordés :

- compléter la partie relative au recensement du matériel électrique et non électrique présent en zone ATEX du DRPCE,
- renseigner le point de collecte (chapitre 1.2) dans les BSD compte tenu du même compte Trackdéchets pour Aubert & Duval Site des Ancizes et Atelier Forge Titane.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques - Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. ... Il est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. ... La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Les observations faites par l'organisme en charge de la vérification des installations électriques doivent être levées dans les meilleurs délais. ...
Constats : L'exploitant a montré en séance son dernier rapport de vérification électrique annuelle Q18 réalisé par APAVE entre le 19 et 22 mai 2025 et réceptionné par Aubert & Duval le 2 juin 2025. Ce rapport met en évidence 37 observations dont 11 ont déjà été soldées (dont 3 de priorité P1). Elles sont suivies par Aubert & Duval via un plan d'actions où le reste des observations est prévue d'être soldé à l'échéance du 1er juin 2026. Un salarié d'Aubert & Duval accompagne le contrôleur électrique lors de son contrôle, ce qui permet de solder de nombreuses observations directement (absence d'étiquette, cosse desserrée, ...). Pour finir, l'exploitant dispose d'un suivi des actions correctives menées sur les installations électriques via sa GMAO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zones à atmosphère explosible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
Prescription contrôlée : L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones pouvant présenter des risques d'incendie ou d'émanations toxiques dues aux produits stockés ou utilisés. Il distingue 3 types de zones : <ul style="list-style-type: none">◦ Les zones à risque permanent ou fréquent,◦ Les zones à risque occasionnel,◦ Les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.

Le zonage des installations est réalisé selon les dispositions de la directive 1999/92/CE du 16 décembre 1999, dite ATEX. Il est porté à connaissance de l'organisme en charge de la vérification des installations électriques.

Les nouveaux matériels mis en place dans les atmosphères explosives doivent être réduits au minimum et être conformes aux dispositions suivantes :

- décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive,
- arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive,
- arrêté du 28 juillet 2003 relatifs aux conditions d'installations des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

Les matériels déjà en place et conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 peuvent être conservés.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser par APAVE son Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) qui est maintenant mis à jour en interne. La dernière mise à jour date du 17 avril 2026 suite à la suppression de l'équipement polisseuse à l'origine de risque poussières.

Le document définit les zones à risques d'explosion avec un plan associé. On retrouve les équipements suivants concernés par le risque ATEX :

- onduleur,
- alimentation en gaz naturel (notamment la panoplie gaz),
- radiants,
- brûleur mobile,
- chargeur de batterie électrique (gerbeur),
- chariot soudeur à l'acétylène,
- armoire de stockage,
- groupe électrogène,
- deux dépoussiéreurs (presse et meuleuses) qui disposent d'une conformité CE,
- local dépoussiéreur.

L'exploitant limite au maximum le matériel en zone ATEX et notamment dans le local dépoussiéreur. **L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'aucun matériel n'est présent en zone ATEX et ce point n'est pas renseigné dans les fiches ATEX.**

Afin d'être complet au niveau de son DRPCE, l'exploitant doit compléter la partie relative au recensement du matériel électrique et non électrique présent en zone ATEX.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de la réglementation en vigueur. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes. L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié selon la fréquence définie par la norme française C17-100 ou toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15/01/2008 mentionné au chapitre 1.6 du présent arrêté. [...]
Constats : L'exploitant a prévu de mettre à jour son Analyse de Risque Foudre (ARF) courant l'année 2027 à l'issue des travaux du nouveau four FD108 qui vont démarrer à l'automne 2026. Cette mise à jour prendra en compte également l'agrandissement d'un bâtiment par le passé (qui n'a pas fait l'objet d'une mise à jour de l'ARF à l'époque). Cette action est incluse dans le plan d'action suivi par Aubert & Duval. A noter que la protection contre la foudre a bien été intégrée dès la conception des nouveaux aménagements. Le paratonnerre est situé au sommet d'une cheminée et est associé à un compteur de foudre. Il a fait l'objet d'une vérification complète le 18 juin 2025 par APAVE. Le rapport fait état de trois observations dont deux ont déjà été levées et la dernière concerne la mise à jour de l'ARF. En 2024, l'installation a fait l'objet d'une vérification visuelle conformément à la réglementation. Le service HSE procède à une surveillance régulière des éventuels impacts de foudre. En cas d'impact, le service maintenance est informé et lance un nouveau contrôle des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conception et exploitation des installations internes de transit de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
Constats : Les déchets liquides dangereux (émulsions huileuses, huiles usagées) sont stockés dans une armoire de stockage fermée et disposant de rétention adaptée en extérieur. Lors de la visite, l'inspection n'émet aucune remarque relatif au risque de pollution de cette zone. Pour les déchets dangereux solides de types matériaux souillés vides et aérosols, le stockage se fait dans des caisses palettes étanches et fermées par un couvercle en extérieur sur une zone dédiée déchets. Lors de la visite, des palettes étaient mal couvertes (couvercle absent ou mal positionné) suite à une réorganisation de la zone pour accueillir du matériel dans le cadre de travaux. Aubert & Duval a fait intervenir dans la foulée un salarié et l'inspection des installations classées a constaté que la situation était redevenue conforme. L'établissement produit également des déchets dangereux de type DEEE et des poussières de titane stockées en big bag. Ces déchets n'ont pas été visités par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des déchets - registre chronologique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. ... II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; ... A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. ... III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande. La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu. ... Constats : L'établissement a transmis en amont de l'inspection son registre chronologique 2025 des déchets dangereux et non dangereux. Il a été extrait du logiciel TENNEXIA : logiciel connecté à Trackdéchets et utilisé pour la création de BSD. Le registre 2025 transmis par Aubert & Duval est en cohérence avec l'extraction Trackdéchets faite par l'inspection des installations classées sur l'année 2025. En effet, tous les déchets dangereux du registre exploitant 2025 ont été déclarés sur Trackdéchets et sont associés à un numéro BSD.

Point d'attention : Compte tenu que le numéro SIRET d'Aubert & Duval entre le site des Ancizes et l'Atelier Forge Titane est le même pour l'outil Trackdéchets, il est important que le point de collecte (chapitre 1.2) soit bien renseigné dans les BSD afin de faciliter les requêtes à l'avenir.

L'exploitant précise que les déchets dangereux sont gérés par un contrat avec SÉCHÉ ECO-SERVICE avec une sous-traitance à SUEZ et que les déchets non dangereux sont gérés par un contrat avec SUEZ.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité des déchets - contenu registre chronologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du registre chronologique

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de

récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Le contenu du registre chronologique déchets via l'extraction sur TENNEXIA est jugé complet pour l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité des déchets - BSD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45
Thème(s) : Risques accidentels, BSD
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. ... L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour. ...
Constats : Tous les déchets dangereux du registre exploitant 2025 ont été déclarés sur Trackdéchets et sont associés à un numéro BSD.
Type de suites proposées : Sans suite